

Ville et modernité en Chine : Pékin à la fin de l'empire

David SERFASS

Cette étude de la réalité concrète de l'administration impériale jette un nouveau regard sur la modernité chinoise. Elle montre que l'État des Qing possédait des ressources suffisantes pour surmonter le défi de la modernisation et que Pékin servit encore de modèle et d'étalon au reste du pays.

Recensé : Luca Gabbiani, *Pékin à l'ombre du mandat céleste. Vie quotidienne et gouvernement urbain sous la dynastie Qing (1644-1911)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011, 23 €.

Il peut sembler aller de soi que la modernité chinoise telle qu'elle s'est construite après la chute de l'empire et la fondation de la République en 1912 fut d'abord urbaine. Pourtant la définition du cadre de cet « âge d'or de la bourgeoisie chinoise » (Marie-Claire Bergère) n'avait rien d'évident au tournant du XX^e siècle. Considérer la ville comme une entité administrative autonome était une idée nouvelle en Chine qui s'imposa lors de la courte mais intense période de réformes qui précéda la chute de la dynastie Qing. Cherchant à comprendre la modernisation de l'État chinois à travers celle de la ville, Luca Gabbiani s'attaque à un aspect peu traité de ce processus.

Si de nombreux travaux d'histoire politique et sociale interrogeant la nature de cette modernisation prennent pour cadre la ville chinoise, peu sont en effet ceux qui cherchent à ancrer cette problématique dans la réalité concrète d'une administration qui joua pourtant un rôle décisif. Luca Gabbiani s'inscrit ainsi dans la lignée de deux écoles historiographiques bien représentées en France : celle qui s'attache à étudier la société urbaine dans la Chine moderne et contemporaine d'une part, celle de la longue histoire de l'État chinois (Pierre-Étienne Will¹ notamment) d'autre part.

¹ Ce dernier dirigea la thèse dont est tiré cet ouvrage : « Orpheline d'un empire. La ville de Pékin et sa gestion à la fin de la dynastie des Qing (1800-1911) », EHESS, juin 2004.

Le choix du cadre de cette monographie est judicieux à plus d'un titre. En s'éloignant des lieux phares de la modernité chinoise – Shanghai au premier chef – pour s'intéresser à la capitale impériale, noyau d'un système politique dont elle symbolisa le déclin, l'auteur remet en cause un certain nombre de thèses convenues. Il le fait en s'appuyant sur un solide travail dans les archives qui fait la part belle à des sources brutes peu ou jamais exploitées. Celles-ci rendent souvent une image plus fidèle de la réalité bureaucratique que les sources publiées sur lesquelles l'auteur s'appuie également.

À travers le cas de Pékin, Luca Gabbiani démontre ainsi que l'existence d'un gouvernement proprement urbain en Chine n'est pas apparue avec la modernité mais qu'il existait une tradition cohérente dans ce domaine. C'est notamment vrai pour Pékin qui fut, selon les époques, privilégiée ou handicapée par son statut de capitale.

Le poids de la tutelle impériale

Placée « à l'ombre du mandat céleste » confié à la dynastie Qing, Pékin donnait à la centralité du « fait impérial » (p. 23) une réalité physique tant, nous dit l'auteur, par son organisation spatiale que par sa population. Organisée selon un axe nord-sud, la ville se trouvait divisée en deux quadrilatères. Au nord, la ville intérieure (connue aussi sous le nom de ville tartare) abritait en son centre la Cité interdite, elle-même située au cœur de la ville impériale. Au sud, la ville extérieure (ou ville chinoise). Chacune de ces villes dans la ville était délimitée par de hautes murailles percées de vingt portes organisant les déplacements d'une population estimée à plus de 500 000 personnes au milieu du XVII^e siècle et à près de 800 000 à la fin du XIX^e siècle (p. 61). Cette structuration de l'espace urbain par laquelle l'État mandchou s'exposait dans toute sa puissance², contribua à forger un « habitus urbain » (p. 45) particulier chez les Pékinois.

Au lendemain de leur victoire sur la dynastie chinoise des Ming (1368-1644), les envahisseurs mandchous imposèrent une ségrégation spatiale stricte entre les vainqueurs – les membres des Huit Bannières composées des Mandchous et de leurs alliés qui s'installèrent dans la ville intérieure – et la population chinoise déjà présente qui fut refoulée dans la ville extérieure. Si cet interdit marqua les esprits, il n'empêcha pas un retour progressif à la mixité

² Cette organisation spatiale de la capitale n'était pas propre à la dynastie Qing ni à Pékin mais trouvait sa source dans des ouvrages fondamentaux tels que le *Zhouli* (Rites de Zhou) et le *Yijing* (Livre des mutations) (p. 29).

dans la ville intérieure par le biais, notamment, des marchands chinois. Destinés à occuper des postes dans l'administration ou l'armée, les membres des Bannières ne pouvaient, en effet, exercer une activité liée au commerce.

Cette dépendance de plus de la moitié des habitants aux subsides publics rendait l'implication de l'État dans la vie quotidienne bien plus prégnante à Pékin que dans le reste de l'empire où « l'appareil d'État ne disposait que d'un nombre très restreint de représentants officiels en regard du territoire et de la population à gouverner » (p. 10). Cette implication était particulièrement visible dans l'économie de la ville qui bénéficiait des tributs en grain convoyés depuis les provinces méridionales sur le Grand canal. Reversés à titre d'émoluments aux fonctionnaires et aux soldats, une grande partie de ces grains étaient revendus, venant ainsi alimenter le marché privé.

Composée de trois grandes instances (la gendarmerie, les censorats des cinq arrondissements et la préfecture métropolitaine de Shuntian), l'administration locale tirait profit de sa proximité avec l'administration centrale, notamment pour son financement. Décrivant trois domaines de compétence de cette administration – la sécurité, l'entretien des infrastructures urbaines et l'assistance publique – Luca Gabbiani montre ainsi que, malgré les lourdeurs d'un appareil bureaucratique sophistiqué souvent redondant et la mobilisation plus ou moins grande du personnel administratif, Pékin profita jusqu'au premier tiers du XIX^e siècle d'un gouvernement urbain d'une qualité sans équivalent en Chine.

La tutelle impériale s'avéra toutefois un handicap lorsque l'autorité de l'État fut violemment contestée aux cours des grandes révoltes qui frappèrent la Chine dans la seconde moitié du XIX^e siècle. En occupant les provinces du bassin du fleuve Bleu d'où provenait une grande part de la production de céréales et des revenus fiscaux, les Taiping (1850-1864) entraînèrent « l'effondrement de l'assise financière sur laquelle reposait le fonctionnement du gouvernement urbain pékinois » (p. 160). Cette diminution brutale des revenus de l'État s'accompagna d'une grave crise monétaire provoquée par la rupture de l'approvisionnement en minerais servant à la production de monnaie.

Profitant jusque-là de la tutelle impériale, les membres des Bannières furent durement affectés par cette crise. Plus largement, c'est le fonctionnement général du gouvernement urbain à Pékin qui pâtit de ces bouleversements. Ce changement est visible dans la manière

dont fut gérée la terrible inondation de la ville en 1890, que l'auteur compare avec une catastrophe similaire survenue en 1801 lors de laquelle l'investissement de l'État dans le secours aux victimes et dans la reconstruction fut particulièrement remarquable. Cet exemple illustre « l'ampleur considérable de la réduction des capacités d'intervention des autorités entre le début et la fin du XIX^e siècle » (p. 172). Cette crise contribua toutefois à renforcer la cohésion de la communauté urbaine sur laquelle s'appuya la politique de modernisation engagée au début du XX^e siècle.

La ville comme laboratoire de la modernisation étatique

Les révoltes intérieures et les humiliations répétées par les puissances impérialistes provoquèrent l'affaiblissement de l'autorité et de la légitimité du régime impérial chinois dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Le désir de réforme au sein des élites lettrées se heurta, notamment lors de la réforme des Cent jours (1898), à l'immobilisme du pouvoir central dirigé par l'impératrice douairière Cixi (1835-1908). Cette dernière dut finalement se résoudre à réformer l'État à l'issue du fiasco de la révolte des Boxers qui se solda par la prise de Pékin en août 1900.

Au cours de la première décennie du XX^e siècle, connue comme la période des « nouvelles politiques » (*xinzheng*), « quasiment toutes les sphères d'intervention des pouvoirs publics furent restructurées, du système judiciaire aux forces armées, des transports à l'industrie, en passant par le commerce, les communications, la poste, la fiscalité, la police et l'éducation » (p. 180). Décrivant en détail la réorganisation de l'architecture institutionnelle à Pékin, l'auteur s'arrête sur le cas exemplaire de la police dont la modernisation, inspirée notamment par le modèle japonais, se fit dans un premier temps au niveau des grandes villes avant qu'elle ne soit rattachée à l'administration centrale. Désormais placée à la tête du gouvernement urbain, cette instance civile contribua à effacer dans la capitale, dont la division en deux « villes » fut supprimée, l'empreinte du « fait impérial » (p. 193).

La volonté de moderniser la ville est visible dans les nombreux règlements, notamment sanitaires, qui furent alors édictés à Pékin – quoique ceux-ci témoignent sans doute plus de l'ouverture de l'administration locale aux normes occidentales que d'un changement radical dans les pratiques quotidiennes de la population. Par ailleurs, la réforme de la fiscalité donna lieu à un dialogue inédit entre administration et administrés, signe selon

l'auteur d'un « tournant majeur dans les pratiques administratives des responsables de la ville et dans leurs conceptions du gouvernement urbain » (p. 200).

La municipalisation du gouvernement de Pékin engagée durant cette période aboutit à la création d'un conseil municipal en 1914. Plus largement, « l'articulation *xinzheng* » (p. 238) posa les bases de la modernisation de l'État chinois poursuivi, non sans de grandes difficultés, par le régime républicain à partir de 1912. À cet égard, Luca Gabbiani souligne la continuité qui exista non seulement entre les réformes des années 1900 et la période républicaine – un point déjà bien étudié de l'histoire moderne chinoise – mais aussi entre ces réformes et le système étatique qu'elles transformèrent.

Cette continuité fut incarnée par le corps des fonctionnaires. Certes les membres de la fonction publique à Pékin furent soumis à de nouveaux critères de sélection, ce qui n'alla pas sans provoquer de graves dissensions. Mais, dans les faits, ce sont généralement les agents de l'administration impériale déjà en place qui furent chargés de mettre en œuvre ces réformes. L'image d'une bureaucratie gangrénée par la corruption et d'un régime voué à disparaître doit donc être nuancée. La période *xinzheng* apporte ainsi la preuve, selon l'auteur, que l'État des Qing possédait des ressources suffisantes pour surmonter le défi de la modernisation. Loin d'avoir joué un rôle marginal durant cette période, Pékin servit, de nouveau, « de modèle et d'étalon au reste du pays » (p. 234). Cette remise en perspective constitue, sans doute, l'apport le plus significatif de ce travail.

La révolution de 1911 n'avait donc rien d'une fatalité. La chute de l'empire fut néanmoins facilitée par les réformes mêmes qui devaient sauver l'institution impériale car celles-ci contribuèrent à « saper les fondements idéologiques du régime » (p. 237). Il est donc possible d'envisager la première phase de la modernisation en Chine comme un long processus allant du milieu des années 1860 au milieu des années 1930 et dont la période *xinzheng* serait le pivot. Cette modernisation prit pour cadre la ville, laissant en suspens la question rurale dont put s'emparer le Parti communiste de Mao Zedong (1893-1976). Venant ainsi prolonger les travaux récents des historiens de la Chine républicaine, Luca Gabbiani éclaire le lien qui unit cette première modernisation à celle que connaît la Chine depuis les années 1980. Une modernisation avant tout urbaine.

Pour aller plus loin

Bastid, Marianne, « Official Conceptions of Impérial Authority at the End of the Qing Dynasty », in Stuart Schram (dir.), *Foundations and Limits of State Power in China*, Londres, School of African and Oriental Studies, 1987, p. 147-185.

Bergère Marie-Claire, *L'âge d'or de la bourgeoisie chinoise, 1911-1937*, Paris, Flammarion, 1986.

Chevrier, Yves, « Des réformes à la révolution (1895-1913) », in M.-C. Bergère, L. Bianco et J. Domes (dir.), *La Chine au XXe siècle, I, D'une révolution à l'autre, 1895-1949*, Paris, Fayard, 1989, p. 87-121.

Elliott, Mark C., *The Manchu Way. The Eight Banners and the Ethnic Identity in Late Imperial China*, Palo Alto, Stanford University Press, 2001.

Kuhn, Philip, *Les origines de l'État chinois moderne*, traduit et présenté par P.-É. Will, Paris, Éd. de l'EHESS, 1999.

Rankin, Mary B., « The Origins of a Chinese Public Sphere. Local Elite and Community Affairs in the Late Imperial Period », *Études chinoises*, IX, 2, p. 13-60, 1990.

Rawski, Evelyn S., *The Last Emperors. A Social History of Qing Imperial Institutions*, Berkeley, University of California Press, 1998.

Segalen, Victor, *René Leys*, [1922] Paris, Gallimard, 2000.

Will, Pierre-Étienne, « Bureaucratie officielle et bureaucratie réelle. Sur quelques dilemmes de l'administration impériale à l'époque des Qing », *Étude chinoises*, VIII, 1, p. 69-142.

Article publié dans laviedesidees.fr le 30 novembre 2011.

© laviedesidees.fr